

NEUTRALITÉ CARBONE: NE SOYONS PAS DUPES!

Les multinationales se contentent de compenser leurs émissions carbone en plantant des arbres au lieu de les réduire concrètement. En plus de ne pas résoudre structurellement la crise climatique, cela a des impacts négatifs sur les populations locales et la biodiversité.

Rejoignez le mouvement
[ccfd-terresolidaire.org/
stopcompensation](https://ccfd-terresolidaire.org/stopcompensation)



**TERRE
SOLIDAIRE**
Soyons les forces du changement

JUSTICE CLIMATIQUE,

17 rue du Moulin 44000 Nantes - 02 40 12 48 38
ccfd44@ccfd-terresolidaire.org
<https://reseau.ccf-terresolidaire.org/loire-atlantique/>



Climat... entre urgence et inaction

En 2015, l'accord de Paris a fixé une ligne rouge à ne pas franchir, au risque d'aller vers des dérèglements climatiques irréversibles. L'impératif est de limiter la hausse des températures à 1,5 voire 2 degrés d'ici 2100. Malheureusement, cet objectif semble encore trop absent de l'ensemble des politiques publiques.

En effet, plus de 5 ans après l'adoption de l'accord de Paris, la crise climatique s'est étendue au monde entier. Dans le même temps, scientifiques et citoyens pointent du doigt l'inaction climatique des États ces dernières décennies.

S'informer et comprendre les mécanismes... pour voir comment chacun peut agir et être acteur du changement.

La communauté scientifique est claire et le CCFD-Terre Solidaire la suit : les activités humaines sont à l'origine du dérèglement climatique.

Notre modèle de développement (industrie, production d'énergie, chauffage, transports...) construit sur la consommation d'énergies fossiles est fortement émetteur de gaz à effet de serre responsables de la hausse des températures.

Les ravages du réchauffement sont visibles partout sur la planète : montée des eaux qui conduit déjà des dizaines de millions de personnes à se déplacer, récurrence des sécheresses et des catastrophes naturelles qui favorisent l'insécurité alimentaire...



+2°C

LA COP21 A POUR OBJECTIF DE LIMITER LA HAUSSE DES TEMPÉRATURES À 2°C D'ICI 2100, UN SEUIL QUI AURAIT DÉJÀ DES EFFETS CATASTROPHIQUES SUR LE CLIMAT.

0

LA HAUSSE DE 2°C SERAIT FATALE À LA PRODUCTION DE CACAO EN CÔTE D'IVOIRE ET AU GHANA QUI REPRÉSENTENT 60% DE LA PRODUCTION MONDIALE.

+111%

LE PRIX DU BLÉ POURRAIT AUGMENTER JUSQU'À 111%. EN 2050, LES DENRÉES DE BASE SERONT PLUS CHÈRES ET INACCESSIBLE POUR LES PLUS VULNÉRABLES

0

L'ARABICA, LE CAFÉ LE PLUS CONSOMMÉ DANS LE MONDE, POURRAIT DISPARAÎTRE. À L'ÉTAT SAUVAGE D'ICI 2080 À CAUSE DES DÉRÈGLEMENTS CLIMATIQUES

1,4 MILLIARD

DE PERSONNES, CONTRE 795 MILLIONS AUJOURD'HUI, SOUFFRIRONT DE LA FAIM SI RIEN N'EST FAIT POUR LUTTER CONTRE LES DÉRÈGLEMENTS CLIMATIQUES

x4

LE NOMBRE DE CATASTROPHES NATURELLES (SÉCHERESSES, INONDATIONS) A ÉTÉ MULTIPLIÉ PAR 4 CES 20 DERNIÈRES ANNÉES, MENAÇANT LES CULTURES



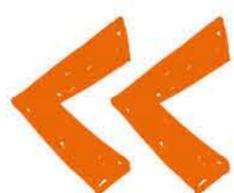
2021 : une année pour le climat



Accord de Paris : Objectif « neutralité en gaz à effet de serre »

En 2015, adoption de l'accord de Paris par 183 états sur la limitation de la hausse des températures de +1,5°C d'ici 2100. En 2019, le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) annonce que si les émissions continuent au rythme actuel la limite des +1.5°C sera franchie dans seulement 10 ans.

Cette inadéquation entre les objectifs et la réalité des actions mises en oeuvre a également été pointée du doigt concernant la France. Ainsi, dans son rapport de 2020, le Haut Conseil pour le Climat a souligné que « le réchauffement climatique induit par les activités humaines continue de s'aggraver, alors que les actions climatiques de la France ne sont pas à la hauteur des enjeux ni des objectifs qu'elle s'est donnés ». Ainsi les émissions de gaz à effet de serre ont baissé de seulement 0,9 % en France ces trois dernières années, « très loin des -3 % attendus à partir de 2025 ».



Entre 1990 et 2018, les émissions mondiales de GES ont augmenté de 67%.



COP 26 : Une COP déterminante

Il sera question de la finalisation du manuel d'application («Rule book») facilitant la poursuite des discussions des États afin de permettre la mise en oeuvre de l'accord et l'atteinte des objectifs fixés.

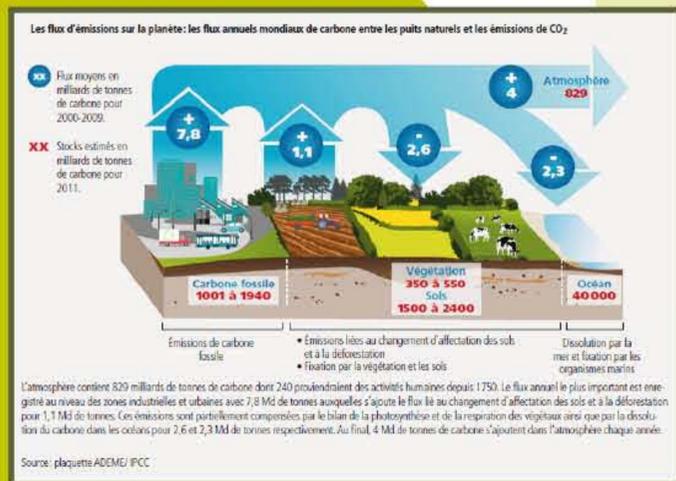
Les États doivent revoir à la hausse leurs objectifs de réduction des émissions de GES.

Un point important : ce sera la dernière négociation sur l'Article 6 de l'Accord de Paris, qui traite des Marchés Carbone.

(voir panneau 4)



Compensation carbone... De quoi parlons-nous ?



Les puits de carbones :

- Capacité des sols à absorber du CO₂ (C) de l'atmosphère pour le stocker
- On utilise le terme de « puits de carbone » naturels
- Principaux puits de carbone : océan, forêts, tourbières...
- C'est un phénomène biologique naturel, et souhaitable dans la mesure où la richesse en carbone d'un sol est associée à sa fertilité.

COMPENSATION CARBONE : MISE EN PÉRIL DE LA LUTTE CONTRE LES DÉRÈGLEMENTS CLIMATIQUES ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE.

Compenser les émissions de CO₂ pour contrer le dérèglement climatique : le concept qui connaît un fort engouement à l'approche de la COP 26 de Glasgow, est manipulé de toutes parts dans l'objectif de pousser des stratégies douteuses, voire contre-productives.

Les leurreurs de la compensation carbone

L'accord de Paris en 2015 a permis aux États de coopérer sur des marchés internationaux pour réduire leurs émissions de CO₂. Plutôt que de diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre (GES), les États et les principaux secteurs émetteurs (transport, agriculture, industrie, avions...) ont privilégié les mécanismes de compensation par la séquestration du carbone dans les sols. Ces pratiques créent une financiarisation de l'environnement. Elles se font, en outre, au détriment des droits des communautés locales. Et en générant une compétition pour les terres, elles contribuent au déclin des surfaces agricoles, mettant en danger la sécurité alimentaire des populations paysannes.

« L'Ong Grain a calculé, qu'au vu de leurs intentions de neutralité carbone, les multinationales Eni, Nestlé et Schell, devraient accaparer chaque année l'équivalent de toutes les forêts de Malaisie »

Des initiatives allient États, institutions financières, centres de recherche et certaines ONG mais aussi et surtout les géants de l'agro-alimentaire. Et en particulier le secteur industriel des semences et des intrants de synthèse : Monsanto, Bayer, Syngenta...

Le rapport du CCFD-Terre Solidaire, intitulé « Nos terres valent plus que du carbone ! », analyse plus en profondeur la question de la séquestration du carbone dans les sols et du lien complexe entre agriculture et dérèglements climatiques. Il questionne nos systèmes agro-alimentaires – de l'amont à l'aval de la production – en abordant les enjeux à l'aune des critères environnementaux mais aussi économiques, sociaux et culturels.

Surtout, il montre qu'avant de mettre en place des mécanismes de séquestration de carbone, nous devons engager l'agriculture des pays riches dans une transition agricole et alimentaire. Les systèmes alimentaires industrialisés et gourmands en intrants chimiques produisent trop de gaz à effet de serre. Les systèmes alternatifs existent mais se développent trop lentement, faute de soutien politique adéquat.



Consulter notre Rapport

«Nos terres valent plus que du carbone» :

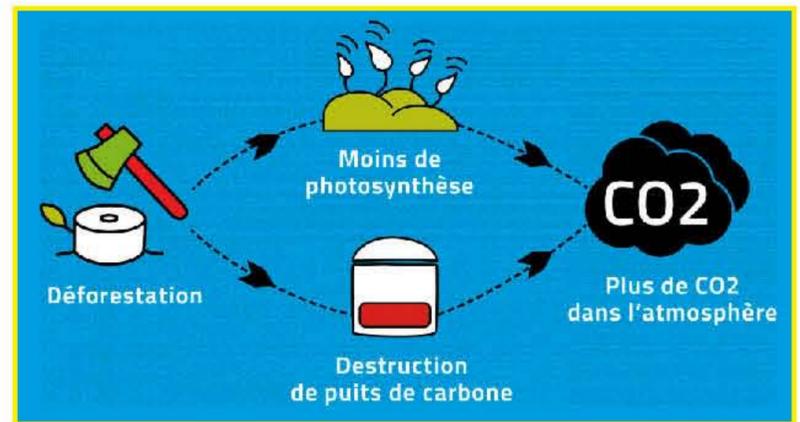


Pourquoi faut-il changer le système agricole et alimentaire ?



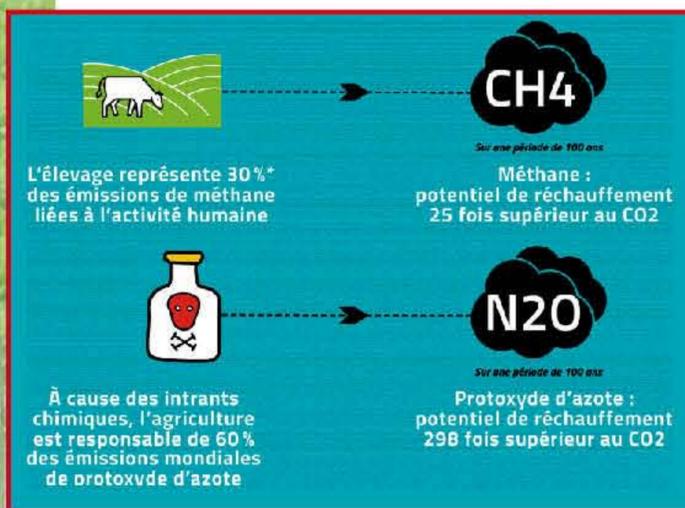
“ Notre système agricole et alimentaire = plus d'un tiers des émissions des gaz à effet de serre ”

← Principales causes des émissions de gaz à effet de serre de l'agro-industrie



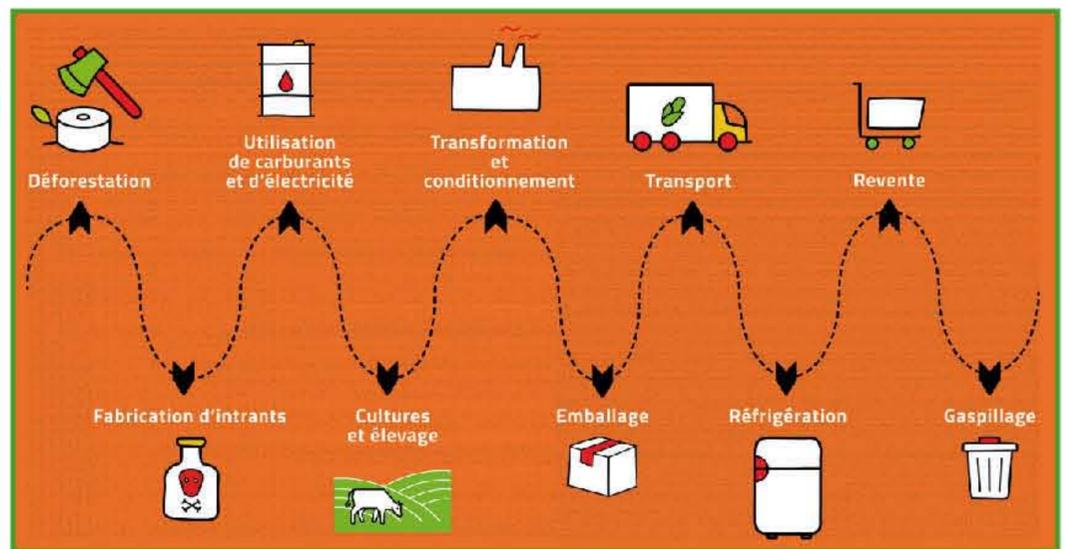
L'agro-industrie : championne de la déforestation →

← L'agro-industrie : championne des émissions de deux des gaz les plus dangereux

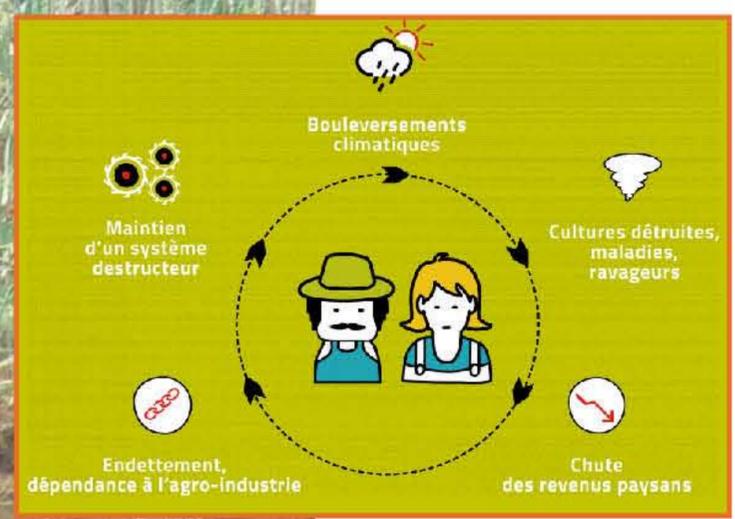


Le saviez-vous? 70 à 90% de la déforestation est due à l'expansion des plantations industrielles

Du champ à notre assiette →



← Les populations paysannes victimes des bouleversements climatiques



Les agricultures familiales assurent 80% de la production alimentaire mondiale. Pourtant 70% des personnes souffrant de la faim dans le monde sont des paysans et des paysannes...



©Patrick Piro/CCFD-Terre Solidaire

Repenser les systèmes agro-alimentaires pour faire face à la crise climatique

Adapter l'agriculture aux impacts des dérèglements climatiques, atténuer la contribution du système agro-alimentaire aux émissions de gaz à effet de serre et préserver voire accroître les stocks de carbone contenus dans les sols : voilà les trois défis que le secteur agricole doit relever. La crise climatique doit être vue comme une opportunité de repenser un système agroalimentaire qui, actuellement, ne répond ni aux enjeux sociaux, ni aux enjeux environnementaux, ni aux enjeux économiques.



©Patrick Piro/CCFD-Terre Solidaire

L'adoption de politiques publiques ambitieuses permettant d'opérer une véritable conversion de nos modes de production et de consommation doit supplanter le diktat imposé par les sphères économique, financière et politique qui, après avoir largement contribué à provoquer les dérèglements climatiques, prétendent détenir la solution. La séquestration du carbone dans nos terres ne devrait constituer qu'un « co-bénéfice » de l'action des États visant à transformer en profondeur nos sociétés, que ce soit en matière d'agriculture ou de gestion des forêts. C'est en croisant des critères à la fois économiques, sociaux, culturels et environnementaux que des choix respectueux de tous, mais aussi de nos terres, pourront être opérés.

Investir dans les petites exploitations et les agricultures familiales et paysannes qui représentent à elles seules près de 90% du secteur agricole mondial et 80% de la production totale de nourriture est une condition première.

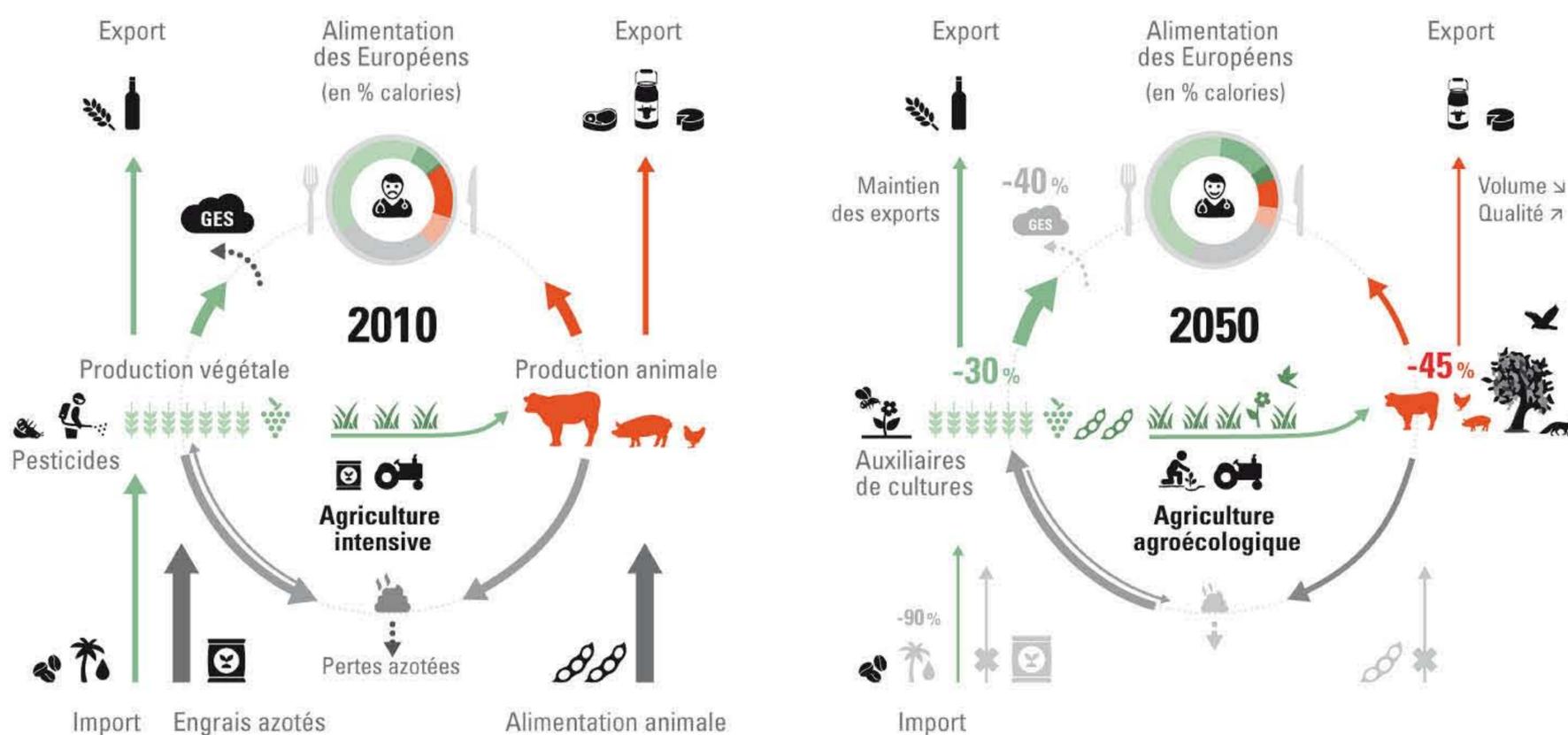


Les quatre piliers de l'agroécologie paysanne



Source : CIDSE

Un scénario pour une Europe agroécologique en 2050



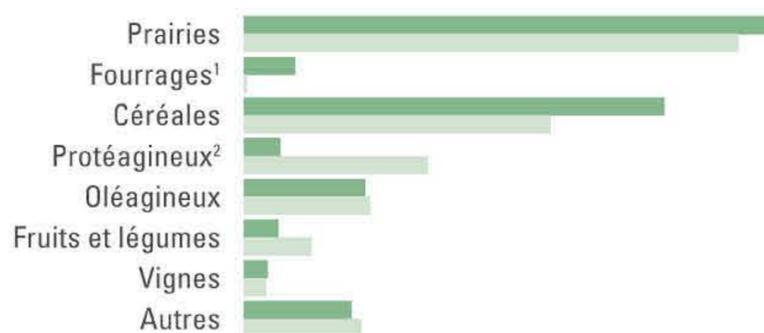
Productions

- Céréales et féculents
- Fruits et légumes
- Protéagineux (pois, lentilles...)
- Viandes, œufs et poissons
- Produits laitiers
- Autres



Prairies

Usage des sols ● 2010 ● 2050



1 : non protéinés ; 2 : grains et fourrage

Le scénario TYFA (Ten Years for Agroecology) repose sur l'abandon des pesticides et des fertilisants de synthèse, le redéploiement des prairies naturelles et l'extension des infrastructures agroécologiques (haies, arbres, mares, habitats pierreux). Il envisage également la généralisation de régimes alimentaires plus sains, moins riches en produits animaux et faisant une plus grande place aux fruits et légumes. Malgré une baisse de la production de 35 % par rapport à 2010 (en kcal), ce scénario satisfait aux besoins alimentaires des Européens tout en conservant une capacité d'exportation sur les céréales, les produits laitiers et le vin. Il permet une réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) du secteur agricole de 40 % par rapport à 2010, une reconquête de la biodiversité et la conservation des ressources naturelles (vie biologique des sols, qualité de l'eau, recomplexification des chaînes trophiques).



En Bolivie, les Guaranis veulent une agriculture respectueuse de la nature

© José Hertz/CCFD-Terre Solidaire

Vivre en harmonie avec la nature grâce à une agriculture respectueuse de la nature, c'est le choix fait par de nombreux indiens Guaranis en Bolivie

Nous sommes en Bolivie, au cœur de l'Amérique Latine, dans un pays qui finance et promeut une agriculture intensive et destructrice des ressources.

Dans la région du Gran Chaco, le peuple guarani choisit pourtant de protéger son environnement et ses richesses grâce à un modèle agricole basé sur les principes du « Bien Vivre » ou « Yaiko Kavi Pave ».

Ils pratiquent une agriculture familiale et communautaire que beaucoup d'entre eux défendent avec fierté et conviction. Bien loin de l'agriculture conventionnelle donc, dont ils constatent chaque jour l'impact négatif sur l'environnement qui les entoure.

Ce territoire comporte de nombreuses réserves de pétrole, ce qui attire de nombreux investisseurs et entreprises du monde entier, notamment chinois.

La Chine est d'ailleurs devenue l'un des principaux partenaires commerciaux de la Bolivie et a entamé la construction d'une nouvelle route qui va traverser les communautés guaranis et probablement renforcer l'exploitation de ces ressources naturelles.

Aucune discussion avec les populations locales n'a eu lieu, et son impact environnemental ne semble pas être au cœur des préoccupations des investisseurs internationaux ou du gouvernement local.

C'est dans l'agroécologie que notre partenaire le CIPCA (*) place ses espoirs.



©CIPCA/CCFD-Terre Solidaire

() CIPCA : Créé à l'origine par les jésuites dans les années 1970, CIPCA est devenu un acteur de développement et un centre d'étude et de réflexion incontournable en Bolivie. Le CCFD-Terre Solidaire l'a longtemps soutenu dans le cadre d'un programme de formation de dirigeants paysans et indigènes, pour leur permettre de défendre leurs droits et l'accès à la terre. Aujourd'hui, CIPCA accompagne des initiatives locales qui représentent de véritables alternatives économiques et sociales dans le secteur agricole tout en respectant la richesse de l'environnement et la vie socioculturelle de la région amazonienne. Par la promotion de systèmes agroforestiers, l'action de CIPCA représente un rempart contre la déforestation et permet aux populations locales d'accéder à un meilleur niveau de vie par des pratiques respectueuses de l'environnement et l'accès à la souveraineté alimentaire.*



Indonésie : lutter contre les effets du changement climatique et de la déforestation

©Alain Hervé

Dans une démarche de réappropriation des savoir-faire traditionnels : tel est le projet de l'Institut Dayakologi pour préserver la culture de la population autochtone du Kalimantan, sur l'île de Bornéo.



©Patrick Piro/CCFD-Terre Solidaire

Riche d'environ 4 millions d'âmes, le peuple dayak vit dans et de la forêt de Bornéo, ce second poumon vert de la planète après l'Amazonie, que se partagent l'Indonésie, la Malaisie et Brunei.

Aujourd'hui, la culture des Dayaks est durement menacée par la **déforestation** qui ravage leurs terres ancestrales, l'un des écosystèmes les plus riches en biodiversité de la terre.

En cause : l'exportation des **bois tropicaux**, l'expansion des **industries minières** et la démultiplication des **plantations de palmiers à huile** pour répondre à la demande mondiale en agro-carburant.

Les impacts de la déforestation sont déjà prégnants. Certaines variétés de **fruits se raréfient**. La **chasse et pêche** se font plus difficiles.

Renforcer la gestion des ressources naturelles

Confronté au double enjeu de préserver la culture Dayak tout en atténuant les effets du changement climatique, l'Institut Dayakologi s'est lancé, avec le soutien du CCFD-Terre Solidaire, dans un **projet pilote de renforcement de la gestion de ressources naturelles**, en pariant sur la réappropriation de méthodes traditionnelles qui ne sont plus transmises avec la même vigueur qu'autrefois. Le projet concerne deux communautés du Kalimantan occidental.

Ses objectifs ? Faciliter l'élaboration d'une convention interdisant la vente des terres ancestrales à des intervenants extérieurs et, inclure dans les règlements des villages des **stratégies contribuant à atténuer les effets du dérèglement climatique**.

Au programme également : des formations techniques encourageant les Dayaks à **diversifier leurs productions**. La encore, l'objectif est double : générer des sources de revenus alternatives à l'hévéa – comme le poivre ou le gingembre rouge – mais aussi **améliorer la sécurité alimentaire des populations**.

Sans compter la chute des prix du caoutchouc. « Les Dayaks ont longtemps cultivé l'hévéa pour s'assurer un revenu monétaire de base qui leur permettent d'accéder à certains biens de consommation et services, comme envoyer leurs enfants à l'école, explique Nicolas Heeren, chargé de Mission du CCFD-Terre Solidaire pour l'Indonésie. Mais au cours de ces trois dernières années, les prix du caoutchouc ont chuté de 70%. Beaucoup en viennent à vendre leurs terres aux compagnies de plantations de palmiers, pour, une fois leur maigre capital dépensé, se faire embaucher sur ces mêmes terres comme journaliers ou journalières ».



©Alain Hervé

Transition vers l'agroécologie des organisations paysannes nigériennes

L'adaptation aux changements climatiques et la dégradation des ressources naturelles représentent un défi immense pour le Niger.

La croissance démographique est exponentielle dans un pays où **75 % des filles sont mariées avant l'âge de 18 ans**. Le taux de fécondité au Niger est le plus élevé du monde, avec une moyenne de 7,6 enfants par femme.

Par ailleurs, la situation politique du Niger n'est pas épargnée par l'instabilité qui règne dans la région. Le pays subit notamment la **menace djihadiste** qui sévit dans toute la région sahélienne.

Dans ce contexte, l'enracinement d'une gouvernance démocratique que la population appelle de ses vœux a du mal à se concrétiser. Des **manifestations sont interdites**, des leaders sociaux emprisonnés. Les enjeux de gouvernance sont donc particulièrement présents au Niger.

Notre action

Le CCFD-Terre Solidaire appuie les organisations paysannes nigériennes, comme Mooriben, dans leur **transition vers l'agroécologie** : techniques optimisant la rareté des ressources naturelles comme l'eau, adaptation des cultures aux changements climatiques, cultures permettant aux familles paysannes d'assurer leur souveraineté alimentaire tout au long de l'année, mise en place de circuits courts, implication des femmes...



Plusieurs associations partenaires au Niger sont engagées dans le programme TAPSA (Transition vers une Agroécologie Paysanne au service de la Souveraineté Alimentaire).

Grâce aux efforts de collectifs d'agriculteurs, certains territoires présentent **des signes encourageants de régénérescence végétale**, de diminution de l'érosion et d'augmentation de la fertilité.

Le renforcement de **la décentralisation de la gouvernance au niveau local** est aussi un thème majeur de l'activité partenariale du CCFD-Terre Solidaire, afin de promouvoir la **démocratie**, lutter contre les inégalités et mettre en œuvre les conditions d'un **vivre-ensemble apaisé**.



MOBILISONS NOUS ENSEMBLE

Défendre la Justice Climatique et un autre modèle de société

Pour une réduction réelle des émissions de gaz à effet de serre : compenser n'est pas réduire !

Dénoncer les Fausses solutions pour le climat (ici la compensation carbone) qui :

- ➔ ne permettent pas une évolution structurelle de nos sociétés
- ➔ font perdurer des modèles, notamment de production, néfastes pour le climat et les populations
- ➔ contribue encore plus à la financiarisation de notre environnement, notamment par le greenwashing (*)

Défendre un Accord de Paris qui ne compromet pas la souveraineté alimentaire et les Droits humains



CE QUI SE JOUE À LA COP26 AUTOUR DE L'ARTICLE 6

Sous des airs complexes et techniques, l'article 6 de l'accord de Paris recèle de nombreux enjeux politiques et sociétaux majeurs pour la planète. Cet article régit en effet la régulation des marchés carbone. C'est-à-dire qu'il prévoit la mise en place d'un système d'échange de droits d'émission de GES entre les pays qui en émettraient trop et ceux qui en émettent moins. En d'autres termes, les bons élèves pourraient revendre leurs crédits carbone aux mauvais.

Le but ? Permettre aux Etats de réaliser leurs objectifs climatiques et d'accroître leurs ambitions. Selon le texte, «les Parties décident d'agir volontairement en concertation dans la mise en oeuvre de leurs contributions déterminées au niveau national (CDN) pour relever le niveau d'ambition de leurs mesures d'atténuation et d'adaptation et pour promouvoir le développement durable et l'intégrité environnementale ».

Sur le principe, la plupart des pays sont d'accord, mais les modalités d'application font l'objet d'âpres débats et ce, depuis plus de quatre ans.

Limites de l'article 6

- ➔ Risque de ne pas exclure des échanges les réductions d'émissions effectuées avant 2020 et encore échangeables dans les marchés du Protocole de Kyoto. Elles représentent 4 milliards de tonnes de CO2, soit presque autant que les émissions totales de l'Union européenne en 2016.
- ➔ Aucune référence à la nécessaire protection des droits humains et des écosystèmes en incluant des garde-fous stricts et en créant une instance indépendante pour déposer des plaintes, en cas de problème. Dans le passé, trop de projets ont porté atteintes aux populations locales et à la biodiversité (cf Redd+)
- ➔ La possibilité de compter les réductions d'émissions échangées plusieurs fois -> la double comptabilité!
- ➔ La mise en place de marchés carbone obligatoires introduisant le secteur des terres (sols agricoles et forestiers) et les approches technologiques



(*) Qu'est-ce que le greenwashing ?

Le green washing, ou en français l'éco blanchiment, consiste pour une entreprise à orienter ses actions marketing et sa communication vers un positionnement écologique. C'est le fait souvent, de grandes multinationales qui de par leurs activités polluent excessivement la nature et l'environnement. Alors pour redorer leur image de marque, ces entreprises dépensent dans la communication pour « blanchir » leur image, c'est pourquoi on parle de green washing.

JUSTICE CLIMATIQUE, BATTONS NOUS!

**Si vous aussi, vous voulez de vraies solutions
pour le climat.**

**Si vous aussi, vous souhaitez réduire
les émissions de gaz à effet de serre.**

**Si vous aussi, vous avez à cœur de protéger
les populations vulnérables et la biodiversité.**

Alors, nous partageons les mêmes valeurs.

Vos combats sont aussi les nôtres.

REJOIGNEZ-NOUS !



**TERRE
SOLIDAIRE**
Soyons les forces du changement

17 rue du Moulin 44000 Nantes- 02 40 12 48 38
ccfd44@ccfd-terresolidaire.org –
<https://reseau.ccf-d-terresolidaire.org/loire-atlantique/>